

VILLE DE VANNES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE VANNES**

§ § § § § §

Séance du Conseil municipal du 10 octobre 2022

Le Conseil municipal, convoqué par lettre du lundi 03 octobre 2022, s'est réuni le 10 octobre 2022, sous la présidence de M. David ROBO, Maire

Présents :

David ROBO, Fabien LE GUERNEVE, Gérard THEPAUT, Monique JEAN, Mohamed AZGAG, Christine PENHOUE, Hortense LE PAPE, Michel GILLET, Nadine PÉLERIN, Latifa BAKHTOUS, Olivier LE BRUN, Chrystel DELATTRE, Virginie TALMON, Patrick MAHE O'CHINAL, Armelle MANCHEC, Patrick LALOUX, Eric ROUILLON, Marie CLEQUIN, Jean-Pierre RIVERY, Violaine BAROIN, Jean-Jacques PAGE, Annaïck BODIGUEL, Patrice KERMORVANT, Karine SCHMID, Maxime HUGÉ, Vincent GICQUEL, Pascale DEVOILLE, Claire BOEDEC, Marc-Antoine MENIER, Catherine LE TUTOUR, Franck POIRIER, Christian LE MOIGNE, Sandrine BERTHIER, Simon UZENAT, Patrick LE MESTRE, Marie-Noëlle KERGOSIEN, Guillaume AUFFRET, François RIOU

Pouvoirs :

François ARS a donné pouvoir à M. LE BRUN
Alain Michel RICHER a donné pouvoir à M. GICQUEL
Anne LE HENANFF a donné pouvoir à M. LE GUERNEVE
Frank D'ABOVILLE a donné pouvoir à Mme PÉLERIN
Elen KERGUERIS a donné pouvoir à Mme DELATTRE
Laetitia DUMAS a donné pouvoir à M. UZENAT

Absent(s) :

Odile MONNET

Membres en exercice : 45

Secrétaire de séance : Marc-Antoine MENIER, Conseiller municipal

Séance du Conseil municipal du 10 octobre 2022

CONSEIL MUNICIPAL

Voeu - Droit d'asile

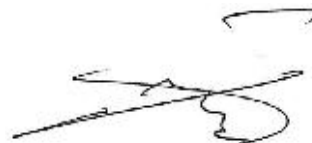
M. François RIOU présente le rapport suivant :

Lors de son audition devant la Commission des Lois à l'Assemblée nationale ce mardi 20 septembre, le ministre de l'Intérieur M. Darmanin a détaillé son projet de réforme du Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile (CESEDA), le douzième en vingt ans, souhaitant systématiser les Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF) pour les demandeur-ses d'asile dès le refus donné par l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), c'est-à-dire avant même la fin de leur procédure. Le conseil municipal de Vannes condamne avec la plus grande fermeté ce projet d'atteinte manifeste au droit d'asile. Au nom d'une volonté d'accélération des procédures, véritable totem des récentes tentatives de réforme du droit d'asile, ce sont les droits des personnes exilées qui sont bafoués. Le contenu du projet de loi défendu par M. Darmanin s'inscrit dans cette tendance dangereuse : réduction du nombre de juges chargé-es d'étudier les recours à la CNDA, promotion de la dématérialisation... En substance, le message est clair : rendre les décisions plus vite, pour expulser plus vite... Au détriment d'un accueil digne. La migration n'est pas un problème, c'est la manière dont on accueille ces chercheur-ses de refuge qui est le problème. La seule vraie « crise migratoire » est celle de l'accueil. La solution qui s'impose face à ce constat n'est pas la surenchère sécuritaire et xénophobe : c'est l'humanité et la solidarité.

En conséquence, le conseil municipal de Vannes réclame une égalité de traitement pour toutes et tous, quelle que soit la nationalité, et la garantie d'un accès libre et entier au droit d'asile, et donc, l'abandon du projet.

Pour : 1 voix
Contre : 38 voix
Abstentions : 5 voix.

Pour extrait certifié conforme au procès-verbal
Le Directeur Général des Services



Emmanuel GROS

REJET DU VŒU